

Non à une société brisée !

L'aiguillon de la pauvreté

La pauvreté hante nos sociétés, surtout depuis la révolution industrielle.

L'équation : *pauvres = dangereux* a beaucoup inquiété, beaucoup mobilisé. Dans notre pays, à la mi-temps de ce siècle, on a crû que le problème allait être résolu. On a parlé de persistance de quelques *poches* de pauvreté. Mais voilà que celle-ci resurgit dans la réalité d'abord, dans le débat public ensuite. Très tôt on a parlé de l'exclusion. On s'est souvenu qu'un certain nombre de malheurs qui ont marqué l'Europe n'étaient pas étrangers à ces problèmes et des événements récents frappent les esprits.

Ce ne sont pas des extraterrestres qui ont voté pour les néo-fascistes italiens en leur offrant quelques ministères. Ce ne sont pas des fossiles qui portent la croix gammée en Allemagne ou qui mettent le feu aux baraquements du "réfugié" ou encore saccagent la sépulture du "juif". Et, en France, n'y a-t-il que des barbons dans les troupes de Le Pen ? Pensons encore aux récentes élections en Russie.

Ce ne sont pas des momies qui ont refoulé les juifs à la porte de la Suisse, les offrant en otages au régime nazi, ou qui ont fait le procès du courageux commandant de la police de St-Gall, Paul Grüninger, qui a dû attendre d'avoir 81 ans pour que l'on reconnaisse publiquement son courage.

Non ! Ce sont des gens ordinaires, on dirait des "citoyens". Parmi eux, quelques cyniques, quelques manipulateurs et les profiteurs de toujours. Mais aussi beaucoup de gens vivant de lourdes difficultés : pas de travail, la précarité au quotidien et la peur, cette cousine des lâchetés que l'on tait longtemps.

Et puis des jeunes, beaucoup de jeunes impatientes de vivre et dont les horizons sont bouchés. Lorsque les perspectives du lendemain se font basses et lourdes et pèsent comme un couvercle, la tentation de la révolte est forte. Pourquoi ne pas tout casser : d'abord des vitrines et puis le turc et le juif, enfin, un peu tout le monde.

"Watterloo" des solidarités, du dialogue et du partage ? Fruits amers du libéralisme sauvage, des spéculations et des combines qui sont de véritables machines à faire des exclus ?

Les exclus parmi nous

Une avalanche de faits, d'informations diverses, d'exemples particulièrement significatifs ont vite convaincu celles et ceux qui veulent bien l'entendre de l'importance de l'exclusion dans nos sociétés. Ce qui frappe l'observateur, c'est le cumul des difficultés, des désavantages, voire des oppressions, qui conduisent nombre de nos compatriotes à vivre une réelle situation d'exclusion. Les débats sur la détermination précise et chiffrée du nombre de pauvres, de l'ampleur des groupes qui éprouvent des difficultés dans l'accès aux soins, ne sauraient camoufler la réalité de leur existence. Et s'il n'y en avait qu'un, ce serait encore trop.

Pourtant, l'utilisation du terme d'exclusion est ambiguë. Elle laisse penser qu'il y aurait un dedans et un dehors. Le cœur de la société où triomphent l'aisance et la normalité et un territoire externe où l'on découvrirait des marginaux et des exclus. En fait, il est essentiel de constater que les personnes dont il s'agit ici vivent au cœur de la société. Elles habitent, voire travaillent tout près de nous et, le plus souvent, leur existence et leur activité sont

essentielles au fonctionnement ordinaire de notre société. Un seul exemple pour nous en convaincre. L'une des catégories de pauvres dont l'importance va croissant est constituée de familles dites *normales* dont l'un au moins des conjoints exerce une activité professionnelle, bien sûr fort mal rémunérée.

Les machines à exclure

Ces phénomènes d'exclusion ne sont pas le fruit d'un quelconque hasard, d'une fatalité ou de mécanismes sur lesquels personne ne pourrait avoir prise. Trop souvent, ils sont produits par le fonctionnement même des systèmes économiques, sociaux et sanitaires, voire par les comportements des acteurs, éventuellement les nôtres.

Nos peurs

La peste et le choléra ont fait trembler les siècles. La lèpre a réduit des millions d'humains à une situation de parias. Toujours la peur. Aujourd'hui, le sida, pour ne parler que de lui, engendre des réflexes analogues. D'immenses initiatives de solidarité, mais aussi, sournoisement, les formes multiples du rejet ordinaire.

Les lacunes de la sécurité sociale

L'État social veut être un effort collectif et universel pour donner à chacun sa chance et protéger le plus grand nombre contre les drames qui nous menacent tous. Pourtant, les mailles du filet sont parsemées de déchirures lourdes de conséquences pour celles et ceux qui sont privé-e-s de protection. Faut-il en établir la liste : l'étranger, l'invalidé, l'enfant dont les parents sont privés d'emploi..., les femmes qui ont connu un divorce difficile.

Perversité du système

Lorsque la protection sociale est lacunaire, voire mal conçue, elle engendre des attitudes étranges, mais qui relèvent de la volonté de survie. Notons cet exemple signalé à propos des personnes porteuses du virus du sida. Elles cherchent un emploi, elles sollicitent l'entrée dans une caisse-maladie. Leur contrat est marqué d'une réserve. L'employeur se pose des questions. La caisse de pensions s'interroge, etc. Dans ces conditions, pourquoi ne pas mentir, tricher, c'est une question de survie.

Exclure : une affaire rentable

Il serait trop simple de considérer que l'exclusion est une fatalité. Au contraire, trop de gens, voire de groupes, de sociétés, ont un intérêt objectif à exclure. Les petits salaires font les grands bénéficiaires. Le clandestin est aux sources de quelques rentabilités reconnues. Sans parler des importants transferts entre ce qu'il est convenu d'appeler le Tiers-monde et les sociétés opulentes. Autant dire que nombreux sont ceux qui ne sont pas fâchés de voir les différentes sortes d'exclusions se maintenir et être consolidées.

Les pièges de la privatisation

Évoquons maintenant un problème majeur qui traverse les politiques publiques orientées vers le combat contre l'exclusion, et commençons par le refrain le plus fredonné.

Pas un jour qui ne nous serve son lot de louanges des vertus de la privatisation des activités économiques et des services. Le téléphone, le train, la buanderie, l'établissement médico-social et même la prison, pour ne citer que des exemples, sont promis à des cures de jouvence et d'efficacité grâce aux vertus de la concurrence et de la *responsabilité*.

Ces formes du " Moins d'Etat " peuvent conduire à la constitution de chasses gardées, de réseaux plus ou moins étanches, de bassins de clientélismes et dans le pire des cas à des malversations explicites. La question qui se pose est fondamentale. On devine que

l'atomisation des sociétés, la délégitimation de l'intérêt général et le déclin du politique vont de pair. En déléguant les pouvoirs publics de tâches et de responsabilités qui touchent de très près la gestion de l'intérêt général, on risque de transformer la démocratie, fut-elle à haute dose de fédéralisme et de subsidiarité, en une coquille bien vide.

Cibler ? Une voie sans issue

Un raisonnement apparemment simple et bétonné déferle sur les citoyens-électeurs. " Les dépenses sociales deviennent exorbitantes, les ressources viennent à manquer, impossible de poursuivre les politiques d'arrosage, il faut définir des priorités et ne fournir des prestations qu'à celles et à ceux qui en ont vraiment besoin ". Et le principe tombe : il faut donner la priorité à des politiques ciblées.

Ce propos est bardé de cette évidence ordinaire qui semble être incontestable. Qui oserait mettre en doute le fait qu'il faut aider le pauvre, le *vrai* pauvre, et que la priorité doit être donnée aux plus nécessiteux ? Pourtant, cette piste politique est dangereuse, contre-productive, le plus souvent inefficace et peut-être plus coûteuse. En un mot, une politique ciblée vers les pauvres est une pauvre politique.

C'est qu'il faudra définir, élaborer des critères, choisir, classer et coller des étiquettes. On voit le travail. On devine les sentiments d'exclusion et de ségrégation qui en résultent. Sans parler de l'armée de spécialistes qui seront appelés à déterminer les seuils, à construire les catégories et à vérifier le statut et le comportement des bénéficiaires.

Au bout de la démarche : une société découpée en multiples segments bien rangés, où chacun aura sa place sur l'étal administratif, après avoir dû mettre à plat la plupart des dimensions de ce qui fait sa vie quotidienne.

Les politiques au coup par coup

Les politiques au coup par coup ont la prétention de dégager des économies et, par là, d'être signes d'une bonne gestion des affaires publiques. La prétention est erronée, voire naïve. Elle oublie tout simplement que la pénurie, le malheur et la désespérance engendrent des coûts sociaux majeurs. La prison coûte plus cher qu'un coup de pouce à la formation, l'hôpital psychiatrique est plus onéreux que la prestation sociale qui aurait permis de garder l'espoir.

La mise en place d'une politique sociale concertée et coordonnée s'impose même à ceux dont le souci principal est l'assainissement et l'optimisation des finances publiques.

Les coûts sociaux des mesures brutales qui frappent les personnes les plus fragiles sont exorbitants. Sans doute, leurs effets ne se font pas toujours sentir à l'horizon d'un mandat électoral. Mais la pratique qui consiste à semer des bombes à retardement n'est véritablement pas la manifestation de la lucidité politique que l'on peut attendre des élus appelés à gérer les transformations de société dans lesquelles nous sommes engagés.

Peut-on dépasser une telle situation ? Aucune recette simple n'est disponible et les démagogues sont déjà trop nombreux. Restent les démarches patientes et résolues qui peuvent se révéler fécondes dans la durée.

Nous apprécions sans doute les avantages du fédéralisme et des autonomies locales qu'il autorise. Cette option n'est défendable que si elle s'accompagne d'un effort résolu de coopération, voire de coordination. Sur ce point, des pas de géant doivent être entrepris, ne serait-ce que pour combler les retards cumulés.

Un grand débat s'impose, étayé sur la prise en considération d'une synthèse des données et des études disponibles. Pas chacun dans son coin, mais dans l'espace réel qui correspond à l'ampleur des enjeux. Un débat documenté, public et ouvert. Les pouvoirs publics en

prendront-ils l'initiative ? Pourquoi pas s'ils sont animés par le souci de concevoir des solutions globales et efficaces.

Un contexte et un climat prometteurs

Aujourd'hui, paradoxalement, de nombreuses conditions sont réunies pour faire face rapidement à ces situations d'urgence.

— Les informations de base sont suffisantes pour décider (malgré les lacunes bien connues en matière de données statistiques).

— Les idées, pour ne pas dire les modèles sont disponibles et quasiment “ prêts à l'emploi ”.

— Chez les professionnels concernés par ces dossiers (y compris les fonctionnaires, bien sûr), le climat d'ouverture et de coopération peut être qualifié de bon.

En outre, quelques *principes simples* sont en train d'être formulés et sont proposés à la construction d'un consensus.

a) Chaque compatriote écarté, rejeté dans la pauvreté et la misère est une *perte* pour le patrimoine national et, potentiellement une charge à long terme pour tous.

b) Les personnes concernées par les mesures en train de s'élaborer sont beaucoup *plus des victimes que des coupables* : “ fruits ” de nos imprévoyances et de nos aveuglements, pour ne pas parler de l'égoïsme de quelques uns.

c) Tous nos compatriotes ont *droit à une nouvelle chance* pour ne pas dire une dernière chance et ce n'est pas la Suisse, pays dont la pauvreté n'est plus la caractéristique principale, qui pourrait le leur contester.

d) *L'égalité de droit est constitutive de notre pacte national* et elle doit être mise en œuvre quels que soient les légitimes mérites du fédéralisme qui constitue notre identité nationale.

e) Celle ou celui qui a connu un échec ou un malheur momentané ne saurait être étiqueté pour toujours comme marginal ou irrécupérable. Dans ce sens, les mesures dites d'*insertion* revêtent une importance de plus en plus capitale quelles que soient les difficultés qui apparaissent dans leur mise en œuvre.

f) Le souci d'une saine gestion des finances publiques ne peut en aucun cas s'accommoder de la marginalisation d'une proportion importante de nos concitoyens. *Les coûts à moyen et long terme risquent d'être exorbitants*. Car on sait le prix de la maladie, du désespoir, de la délinquance, des ruptures et des résignations.

Reste la mise en œuvre de mesures efficaces à la hauteur des urgences dont la prise de conscience s'élargit de manière plus ou moins visible.

La réflexion sur l'avenir de la sécurité sociale ne se réduit évidemment pas à une affaire de “ gros sous ”, de planification institutionnelle et de gestion. Dans ce domaine, le débat sur les valeurs est permanent. Il détermine les choix, définit nombre de conflits et invite à la responsabilité. Parfois d'ailleurs, les interminables discussions sur les plans financiers, recouvrent un débat sur les valeurs. Il est stérile de fonder nos controverses sur des questions techniques en oubliant les enjeux des débats, tout autant d'ailleurs que de débattre des valeurs sans se poser la question des moyens.

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion doit s'engager sur toutes ces dimensions.

L'arbitrage entre les positions opposées relève du débat politique.